

FORMULE 301 Règle 301

Avis de demande (titre — formule 66) (Sceau de la Cour)

Avis de demande

AU DÉFENDEUR :

UNE INSTANCE A ÉTÉ INTRODUITE CONTRE VOUS par le demandeur. La réparation demandée par celui-ci est exposée ci-après.

LA PRÉSENTE DEMANDE sera entendue par la Cour aux date, heure et lieu fixés par l'administrateur judiciaire. À moins que la Cour n'en ordonne autrement, le lieu de l'audience sera celui choisi par le demandeur. Celui-ci demande que l'audience soit tenue à (*endroit où la Cour d'appel fédérale (ou la Cour fédérale) siège habituellement*).

SI VOUS DÉSIREZ CONTESTER LA DEMANDE, être avisé de toute procédure engagée dans le cadre de la demande ou recevoir signification de tout document visé dans la demande, vous-même ou un avocat vous représentant devez déposer un avis de comparution établi selon la formule 305 des Règles des Cours fédérales et le signifier à l'avocat du demandeur ou, si ce dernier n'a pas retenu les services d'un avocat, au demandeur lui-même, DANS LES DIX JOURS suivant la date à laquelle le présent avis de demande vous est signifié.

Des exemplaires des Règles des Cours fédérales ainsi que les renseignements concernant les bureaux locaux de la Cour et autres renseignements utiles peuvent être obtenus, sur demande, de l'administrateur de la Cour, à Ottawa (n° de téléphone : 613-992-4238), ou à tout bureau local.

SI VOUS NE CONTESTEZ PAS LA DEMANDE, UN JUGEMENT PEUT ÊTRE RENDU EN VOTRE ABSENCE SANS QUE VOUS RECEVIEZ D'AUTRE AVIS.

Le 29 novembre 2022

Délivré par : (*Fonctionnaire du greffe*)

Cour Fédérale du Canada
180 Queen Street West, Suite 200
Toronto, Ontario M5V 3L6

DESTINATAIRES :

**Agence de Revenu du Canada
Sudbury Tax Centre
Post Office Box 20000, Station A
Sudbury, Ontario P3A 5C1**

(page suivante)

Demande

COUR FÉDÉRALE DU CANADA

ENTRE

**ABASSE ASGARALY
Demandeur**

Et

**AGENCE DE REVENU DU CANADA
Défendeur**

La présente est une demande de contrôle judiciaire concernant :

**COUR FÉDÉRALE DU CANADA
180 Queen Street West
Toronto, Ontario M5V 1Z4**

L'objet de la demande est le suivant:

La loi sur les Prestations Canadiennes de la Relance Économique - PCRE (L.C.2020, ch. 12, art 2)

Demande de remboursement par l'Agence de Revenu du Canada des prestations PCRE perçues par le demandeur pour les périodes 2 à 13 ainsi que les périodes 14 et 15 signifiée au demandeur par la lettre du 15 juillet 2022 and confirmée après un second examen par la lettre du Défendeur datée du 29 novembre 2022.

Les motifs de la demande sont les suivants :

L'Agence de Revenu du Canada indique que le demandeur n'a pas rempli les conditions de revenu minimum de \$5000 bruts en 2019 comme ressources provenant d'un emploi ou autres bénéfices liés à l'emploi du demandeur. Or, en 2019, le demandeur a perçu \$16,833 du reliquat de l'indemnité de licenciement ainsi que des prestations de l'Agence de l'Emploi.

Or,

Le demandeur a perçu plus de \$5000 de revenu brut de l'emploi ainsi que des prestations liées à l'assurance de l'emploi du gouvernement Canadien en 2019. Le demandeur remplissait les dispositions prévues pour l'obtention des Prestations Canadiennes de la Relance Économique (PCRE).

Les documents ci-après sont présentés à l'appui de la demande :

Le demandeur va adresser un affidavit sous serment dès que sa demande de contrôle judiciaire sera acceptée par la Cour Fédérale du Canada avec un numéro de dossier de référence.

Le demandeur demande à l'Office Fédéral de Toronto de lui faire parvenir et d'envoyer au greffe une copie certifiée des documents ci-après qui ne sont pas en sa possession, mais qui sont en la possession de l'office fédéral : toutes les informations relatives aux paiements de la Prestation Canadienne de la Relance Économique.

Le 29 Novembre 2022



**Abasse ASGARALY
908 – 2152 Lawrence Avenue East
Toronto, Ontario M1R 0B5
Tel : 647-461-7202**

Courriel : abasse.asgaraly@gmail.com